



Procès: entretien avec le juge Marcel Lemonde Youk Chang: es Khmers Qui était Ta Mok

Van Molyvann: un autre développement pour Phnom Penh

Nouveaux projets
d'investissements
5 mois 2006

Une banque d'images:
Cambodiana 2

livre

*Indochine:
l'Envoûtement*



le monde rural face à la pauvreté

le juge Marcel Lemonde sur le

Pour une politique pro-riches

Le «processus de Doha», lancé en 2001, a été déclaré mort à Genève le 24 juillet. Il avait pour objectif d'organiser un vaste système d'échanges à l'échelle mondiale, de supprimer les barrières douanières, et de diminuer ou supprimer les subventions que les pays riches accordent à leurs agriculteurs. L'idée était d'établir une concurrence plus juste qui aurait donné aux producteurs des pays pauvres une bien meilleure chance de se développer en exportant. Mais les pays riches n'ont rien concédé.

Rappelons que la famille rurale cambodgienne reçoit en moyenne 60 \$ par an, toutes aides confondues, alors que chaque emploi rural bénéficie de 21 000 euros aux Etats-Unis, de 15 000 euros en Europe, de 30 000 euros au Japon (*dans ce n° p. 10*). Pascal Lamy a fait un très sévère discours funèbre. (*Int. Herald Tribune 28.7*).

Pour le Cambodge à vrai dire l'échec de Doha ne change pas grand-chose: il n'exporte encore presque rien qui relève du processus de Doha. Mais c'est l'occasion de se poser une fois de plus la question: comment augmenter les productions du Cambodge, comment les rendre exportables, comment trouver des marchés ?

Pour le Cambodge, c'est d'abord une question d'environnement économique, nous dit Sok Siphana, secrétaire d'état au Commerce devenu au sein de l'OMC à Genève directeur de la coordination de la coopération: infrastructures, organisation des filières, efficacité administrative, mais aussi culture de l'entreprise... Les obstacles que l'on cite, comme les conditions phyto-sanitaires, sont en réalité faciles à franchir ! Il appartient au gouvernement, aux ministres, aux responsables de créer l'environnement favorable qui incitera le secteur privé à produire et à exporter bi-latéralement.

Il faut en somme au Cambodge une politique «pro-riches», une gouvernance orientée vers la production, comme la meilleure façon de lutter contre la pauvreté en créant des emplois.

La fin du processus de Doha ne change rien pour les Cambodgiens: c'est à eux de se débrouiller.

Je n'arrive au Cambodge ni en diplomate, ni en politique mais en tant que juge, avec une expérience de juge, sans autre compétence.

Tout ce que nous ferons ici devra l'être dans la transparence et dans les règles de droit. Nous sommes là pour appliquer la loi et nous tâcherons de le faire le mieux possible.

Associer juges cambodgiens et juges internationaux, bonne idée

L'idée d'un tribunal qui associe juges cambodgiens et juges étrangers, oui, je pense qu'elle est bonne. Si on avait mis en place une juridiction purement nationale, la justice cambodgienne est dans un état difficile, qui n'est pas compatible avec une ampleur de ce procès, avec les exigences qu'on est en droit d'avoir. Il fallait donc un apport extérieur, mais si on avait mis en place une juridiction purement internationale comme on l'a fait pour la Yougoslavie, ou pour le Rwanda, ou pour l'Iraq, on aurait eu un procès complètement artificiel parce que plaqué sur une réalité cambodgienne très éloignée de ces juridictions-là, on n'aurait pas eu du tout le résultat escompté.

Il y avait deux écueils à éviter: pour l'Iraq une juridiction purement nationale où l'on voit bien que le tribunal ne présente pas toutes les garanties; pour les autres juridictions internationales quelque chose qui aurait été ici totalement artificiel.

L'avantage de cette juridiction hybride c'est qu'on peut à la fois apporter quelque chose aux Cambodgiens et les Cambodgiens peuvent aussi nous apporter quelque chose. J'arrive dans un contexte qui m'est complètement étranger, je serais incapable de rendre une justice qui serait compréhensible pour les Cambodgiens sans l'aide des

Cambodgiens.

Deux juridictions

Maintenant: est-ce que c'est réalisable ? Incontestablement c'est compliqué. Il y a d'abord des problèmes de droit qui sont compliqués à résoudre: il faut qu'on applique la loi cambodgienne, c'est l'accord qui a été conclu avec l'ONU. C'est lorsqu'il y aura des lacunes ou des imprécisions dans la loi cambodgienne que l'on devra faire appel au droit international. Il faudra que l'on combine des systèmes de droit différents et des exigences de qualité qui sont différents aussi. C'est très compliqué, incontestablement difficile, nous avons d'ailleurs commencé à toucher cela du doigt en commençant à mettre en place l'ensemble de la machine. Il y a des problèmes de droit très complexes à régler, qui n'ont jamais encore été traités: c'est la première fois qu'on a une juridiction comme celle-là. Mais je ne crois pas que c'est irréalisable, sinon je ne serais pas là !

la langue: compliqué, mais pas insurmontable

Pour communiquer avec mes collègues cambodgiens: il y a évidemment un besoin d'interprètes et de traducteurs supérieur à la moyenne. La difficulté est accrue par le fait qu'il s'agit de discussions très techniques, des points de droit très pointus à régler qui nécessitent une précision impeccable dans la traduction. Certains juges cambodgiens parlent anglais ou français, aucun juge international ne parle cambodgien. Le niveau linguistique de nos collègues est suffisant pour une conversation courante, mais ne permet pas une discussion très technique; on a donc besoin d'interprètes, on les a, ça alourdit le processus, les discussions sont plus longues, mais on arrive à communiquer. Nous voyons depuis quelques

A PROPOS ...

Procès

L'ancien roi Sihanouk s'est déclaré le 8 juillet contre le procès, estimant qu'on ne va juger qu'une poignée de responsables âgés, malades, et non repentants, et que l'argent serait mieux dépensé pour soulager la pauvreté. Il a cependant déclaré à plusieurs reprises dans le passé qu'il témoi-

gnierait si le tribunal le lui demandait.

Pétrole: on fore

Chevron Overseas Petroleum Cambodia a fait venir 2000 tonnes de tubes de forage pour poursuivre son exploration du « bloc A » dans le golfe de Thaïlande. 10 nouveaux forages sont prévus, 5 cette année et 5 en 2007. Cela montre bien que les chances de trouver des

quantités exploitables de pétrole ou de gaz sont fortes, mais pas encore une certitude (*cn 227, état de la question, cartes*). Chaque puits coûte, à la profondeur d'environ 2500 m plus ou moins 2 millions de dollars.

Zone économique à Phnom Penh

Attwood, cambodgien, et *Zephyr Co*, japonais, ont formé

ensemble JCDC, *Japan Cambodia Development Corporation* qui crée la nouvelle zone spéciale de développement de Phnom Penh, 365 ha sur la RN4. Cette zone économique, opérationnelle en décembre 2007, sera l'une des premières au Cambodge après celles de Poipet et de Bavet. En projet: zones de Sihanoukville, Stung Hav, Koh Kong ... (*cn 236*).

procès des khmers rouges

jours que l'on peut aborder les vrais problèmes, poser les bonnes questions. L'obstacle linguistique n'est donc pas insurmontable. Il sera sans doute permanent parce que lorsque mon homologue cambodgien et moi lorsque nous ferons des interrogatoires il va falloir faire tous les interrogatoires en double, avec un procès-verbal en khmer et un procès-verbal en français, et aussi traduit en anglais; évidemment je ne vais pas signer un procès-verbal en khmer. C'est très compliqué mais pas insurmontable.

Quand fera-t-on appel à la juridiction internationale ? Cela fait partie de nos premières discussions: quelles sont les lacunes et les imprécisions de la loi cambodgienne ? Au cours d'un séminaire réunissant tout le monde on a désigné un comité d'élaboration de procédure qui doit identifier les problèmes résoudre et à proposer des solutions. Ensuite l'assemblée plénière des magistrats cambodgiens et internationaux adoptera ce règlement de procédure après l'avoir rendu public pour recueillir les réactions des ONG et des gens qui s'intéressent à la question.

Tout cela est très ambitieux, nous savons bien qu'il y aura des difficultés, que nous passerons par des moments de découragement.

Qui pourra être jugé ?

pas seulement les « chefs historiques »

Je ne sais pas qui a dit que le nombre des inculpés sera inférieur à dix. Je raisonne en juriste et je me réfère aux termes de l'accord intervenu entre l'ONU et le Cambodge. Cet accord est très clair, il dit que sont justiciables du tribunal « les dirigeants historiques du Kampuchea démocratique et les principaux responsables des crimes les plus graves ».

Ca peut paraître une notion très floue, ou au contraire extrêmement restrictif. Il précise aussi que les faits poursuivis seront ceux commis entre le 17 avril 1975 et le 6 janvier 1979.

A partir de là, quel va être le rôle des procureurs et des juges d'instruction —puisque l'on applique un système procédural tiré du droit français, avec un juge d'instruction —c'est là une première en matière de justice internationale. Le rôle des procureurs va être d'abord d'identifier les gens susceptibles d'être poursuivis. Le procureur va examiner la masse de documentation qui a déjà été rassemblée par d'autres —il y a des bibliothèques entières sur le sujet-, c'est donc d'abord un travail de tri : qu'est ce qui est identifié comme infractions susceptibles d'être poursuivies.

A partir de là les procureurs vont saisir les deux juges d'instruction de ces faits: « là nous avons une suspicion de crime commis à telle époque à tel endroit, enquêtez

sur ces faits ». Ils pourront déjà identifier des suspects, en disant enquêtez sur telle ou telle personne, comme sur tel ou tel fait contre toute personne comme auteur ou complice.

Les juges d'instruction auront donc à enquêter, inculper (selon le vocabulaire du droit cambodgien, et non « mettre en examen » selon le vocabulaire français actuel) ceux contre lesquels il existe des indices.

On ne peut être plus précis à ce stade: il va falloir déterminer où l'on arrête la définition des « crimes les plus graves ».

Il y a à la fois un principe de réalité, qui fait qu'on ne peut pas envisager de juger 10 000 personnes; il y a aussi la nécessité de ne pas donner l'impression aux victimes, qui pourraient éventuellement se constituer parties civiles et porter plainte, que des faits graves passent à travers le procès. On ne peut donc pas dire aujourd'hui «on aura une fourchette d'accusés entre tant et tant». Il est clair que les « dirigeants historiques » ne seront pas seuls à être jugés mais «les auteurs des crimes les plus graves». Le nombre des accusés n'est pas limité.

Le système: compliqué, imparfait, mais il devrait fonctionner

Les juges seront-ils objectifs ? Par principe je me méfie des réputations et des rumeurs, je m'en tiens aux actes. S'il y a des actes critiquables on verra, mais pour l'instant je n'ai rien vu de critiquable; et je suis aussi pour la présomption d'innocence. Dans les discussions que j'ai eues depuis 10 jours avec mes collègues cambodgiens je n'ai rien entendu de choquant. Techniquement, le système prévu est un peu compliqué à force de discussions compliquées il fait un peu usine à gaz mais enfin c'était le seul acceptable par tout le monde.

Il y a donc un système de super-majorité qui prévoit pour toute décision d'inculpation la voix au moins d'un juge international. On ne peut pas imaginer une condamnation qui ne soit approuvée au moins par un juge international. C'est une garantie. Ce système sera-t-il efficace ? Il faudra voir dans la pratique.

Un acquittement scandaleux n'est pas impossible

On peut imaginer des hypothèses où il ne le serait pas: alors qu'on exige une décision positive pour une condamnation, on peut en revanche imaginer un acquittement scandaleux qui serait pris contre l'avis des juges internationaux. Il faut une voix positive pour condamner, mais par contre pour acquitter, s'il n'y a pas de majorité on peut imaginer que les deux juges internationaux soient pour une condamnation (suite p. 4)

A PROPOS ...

Projet de carburant bio

Pour produire de l'huile de «noix physique», et fabriquer du carburant «bio», le groupe Panpee vient d'inaugurer une première plantation de 300 ha sur la RN4, au km 94 (selon un MOU conclu avec l'autorité militaire), financée par la cie australienne Vita Biodiesel en joint venture avec Mercedes-

Benz. Il est prévu 5 raffineries: 3 en Thaïlande, 1 au Cambodge (près de Koh Kong ?), 1 au Laos qui doit être opérationnelle dans 18 mois, chacune coûtant 25 millions de dollars. Le gouvernement thaïlandais serait le principal acheteur de l'huile raffinée. La technologie vient de Thaïlande. Au Cambodge Panpee prévoit de planter dans les 24 provinces, créant 130 000 emplois agrico-

les. L'Islamic Development Bank pourrait consacrer au projet 5 milliards de dollars, nous dit Panpee.

Routes et ponts

La route joignant le Port Mong Reththy à Stung Hav (projet de port et de zone économique) une vingtaine de km plus au sud, sur la baie de Kompong Saom, est pratiquement terminée. La route Stung Hav-Kom-

pong Saom existe.

Le pont sur la Se San proche de Stung Treng progresse, le tablier est terminé dans sa partie centrale. La RN7 est très roulante de bout en bout, sauf 6 km près de Stung Treng où l'on route à 35 km/h. Côté Laos la route est bonne jusqu'à Vientiane (800 km) de sorte que la liaison Vientiane-Sihanoukville est devenue facile.

Marcel Lemonde sur le procès

et que les trois juges nationaux soient contre: dans ce cas il n'y aurait pas de condamnation.

L'accord cependant prévoit expressément « l'opinion dissidente ». C'est à dire que toute décision qui sera prise contre l'avis d'un juge permet à ce juge d'exprimer son avis, d'expliquer pourquoi il est contre, quelles sont ses raisons. Cela veut dire que **toute décision qui serait choquante devra être assumée publiquement**. Politiquement et médiatiquement. Ce n'est pas négligeable.

Le système n'est donc pas parfait, mais il présente un certain nombre de garanties et devrait pouvoir fonctionner.

Juger des gens trente ans après est-ce rendre la justice ?

Il est certain qu'un si long délai complique les choses. Mais il y a des exemples en France: on a jugé Maurice Papon 50 ans après, Klaus Barbie, ... cela a été très critiqué, mais peu de gens aujourd'hui contestent que ce furent de vrais procès.

S'agissant des peines: on peut trouver qu'elles ne seront pas proportionnées. Mais le but du procès, ce n'est pas seulement de démontrer des culpabilités et de prononcer des peines; c'est aussi qu'il y ait **débat public sur ce qui s'est passé, et d'identifier les responsabilités**. Pour les gens qui ont été concernés par toute cette affaire, c'est très important de savoir ce qui s'est passé. Beaucoup n'en sont peut-être pas encore conscients. **Pour le Cambodge dans son ensemble, il est important, avant de tourner la page, de la lire**. De savoir autant que possible qui a fait quoi et ce qui s'est réellement passé.

Quelles ont été les influences extérieures sur les khmers rouges ? Toutes ces questions seront évoquées. Le procès sera aussi l'occasion d'un débat public, de sorte que j'espère que les choses seront plus claires après.

Ce procès a des résonances historiques, les juges ne sont pas des historiens, mais il va permettre aux historiens de faire leur travail.

Et je dirai qu'au-delà du Cambodge, cela concerne toute l'humanité. C'est l'humanité dans son ensemble qui dit, lorsqu'un génocide ou un crime contre l'humanité est jugé: « ceci est intolérable et ne peut pas rester impuni »

Il faut prendre tout cela en compte. Ce serait assez réducteur de dire « est-ce que ça vaut la peine de juger des gens de 80 ans trente ans après? ».

Faire connaître ce procès aux Cambodgiens

Nous devons nous efforcer de faire connaître ce procès aux Cambodgiens. Beaucoup ne s'en soucient pas. Il faut que ça devienne leur problème. Il faut organiser leur sensibilisation, et surtout qu'on ne laisse pas se propager des rumeurs infondées. Comme la phase publique du procès n'intervient pas tout de suite, il y a un risque que les gens pensent que pendant la phase d'instruction il ne se passe rien. Nous devons donc communiquer, expliquer ce que nous sommes en train de faire.

D'un autre côté on ne pourra évidemment rien dire de précis sur des investigations en cours. Il faudra trouver un système qui ne frustre pas trop les médias et qui en

même temps nous permette de faire notre travail. Les règles du jeu de nos métiers ne sont pas les mêmes !

Pour faire connaître le procès aux Cambodgiens je pense que nous aurons besoin de gens comme Rithy Phan, que j'ai rencontré, et d'autres. Et pour les besoins de l'instruction nous aurons sans doute à aller sur le terrain, dans les villages, et les gens pourront voir ce que nous faisons.

Que les gens s'intéressent à d'autres événements, à d'autres sujets qu'à la justice, ce n'est pas au Cambodge seulement, il y a la concurrence du sport, etc ...

Il faudra pour ce procès faire preuve d'imagination, nous avons à faire ce qui n'a jamais été fait, qui est peut-être un peu fou, mais en même temps un défi extraordinaire, passionnant, et si on arrive à quelque chose, ce ne sera pas de l'énergie dépensée en pure perte.

Le rôle des Cambodgiens sera déterminant. On a voulu qu'ils s'approprient ce procès, que ce soit leur procès. Si ce n'est pas le cas, s'ils n'en veulent pas, il ne pourra pas se dérouler correctement. Notre rôle est de les convaincre que c'est leur intérêt, l'intérêt de tout le monde qu'il se déroule correctement.

Dar Vanthan

Centre de Documentation du Cambodge

Oui il est vrai que les Cambodgiens ne sont pas très intéressés par le procès. A Phnom Penh et dans les provinces il y a des gens qui n'ont encore aucune information sur le procès. Mais nous faisons beaucoup avec le projet *outreach* pour qu'ils se sentent concernés.

Par exemple, nous faisons venir des gens pour visiter le lieu où le procès aura lieu: 2 500 déjà ont fait cette visite et nous continuons jusqu'en novembre.

Nous faisons venir les chefs de commune pour leur expliquer le procès: 500 sont venus en juin, de 12 provinces, et 500 autres, de 12 autres provinces viennent fin juillet.

200 étudiants d'autre part, en volontaires, ont été dans les villages distribuer quatre brochures, expliquer, écouter les questions.

Nous informons les députés, nous intervenons sur 4 radios (Phnom Penh, Battambang, Kampot, Preah Vihear). Nous faisons aussi une fois par mois des interventions en province, avec un film, distribution de brochures, nous écoutons les questions et apportons les réponses. Quelquefois nous rapportons les questions difficiles au DCCam. Des émissions à la télévision ? Je donne des informations à toutes les stations, aux 7 canaux, mais ils réagissent de façon commerciale seulement: ils ne veulent diffuser que si on les paie. Nous avons écrit à ce sujet à Khieu Kanharith, nous voudrions produire des *short stories*; nous n'avons pas encore de réponse.

Information fondamentale: le 17 juillet nous avons donné 524 microfilms aux enquêteurs du procès, correspondant à plus de 30 000 pages de documents.

La poursuite des « *principaux responsables des crimes les plus graves* » : un certain malaise

En tous cas, avec l'information les gens changent d'attitude, beaucoup sont très intéressés. Leurs réactions ? « Est-ce qu'il est juste de ne juger que les plus hauts responsables ? ». Et beaucoup d'interrogations sur le jugement des « *principaux responsables des crimes les plus graves* », paragraphe 2 de l'article 1. C'est un sujet qui suscite parfois un malaise, surtout dans les zones KR.

Youk Chang directeur du DC-Cam

Centre de Documentation du Cambodge



Qui sera jugé ? A ce stade, personne ne le sait. Il appartient au procureur décider qui sont « les principaux responsables des crimes les plus graves », qui doit être inculpé.

Avec la documentation et les moyens technologiques disponibles, la recherche n'est pas difficile, cela peut être très rapide. Ce n'est pas seulement que nous avons une importante documentation, c'est aussi qu'elle a été classée, répertoriée, qu'on peut y faire appel très rapidement. Nous avons de la high-tech pour ce procès. On peut interroger l'ordinateur sur tel nom, tel suspect, et il indique toutes les boîtes qui s'y réfèrent, on peut reconstruire tout l'environ-



À 16 km de Phnom Penh sur la RN4 le bâtiment du quartier général des forces armées où le procès des khmers rouges aura lieu.

nement qui le concerne, photos etc ... Toute cette documentation est facilement disponible, elle peut être mise sur CD, envoyée par e-mail en province, ...

Que peuvent faire les gens qui, ayant compris le fonctionnement du procès, voudraient porter plainte ? Je ne sais pas ce que l'*Extraordinary Chamber in the Court of Cambodia* (ECCC) compte faire à ce sujet, mais ces gens peuvent venir au DC-Cam, nous pouvons leur donner de l'information, notre équipe peut les interviewer, nous pouvons informer le procureur, les mettre en contact avec lui. Et ils peuvent y aller directement.

Il est vrai qu'il y a des gens qui ne savent pas lire, qui ne sont pas informés sur le procès, mais nous touchons tous les chefs de commune. Il peut rester des gens qui ne sont pas informés, qui n'ont ni radio ni télévision, mais nous avons maintenant visité pratiquement tous les districts, toutes les communes, et il y a aussi l'information par la famille, par les amis ...

Il peut y avoir encore des gens isolés sans information et nous espérons qu'il y aura des annonces officielles, le gouvernement peut faire des interventions publiques, quand les officiels vont dans les villages.

En tous cas ce que je peux dire c'est que tous les chefs de commune sont au courant. Nous les invitons ici, nous leur montrons les lieux du procès et leur expliquons. Tous les districts ont l'information. Pour les gens: Cette année, 6 000 personnes seront venues à Phnom Penh recevoir de l'information, et ces 6 000 en parleront à peut-être 10 personnes; c'est une information très rapide, plus efficace que le téléphone ou la TV. Avec les médias nous pouvons prolonger cette information. Et il ne faut pas oublier que nous faisons un effort d'information depuis

10 ans !

Pour toutes ces raisons je pense que la très grande majorité, pratiquement tout le monde est au courant du procès.

**maintenant
c'est à la cour
d'agir.
Elle a tous les
moyens !**

Oui, le gouvernement veut le procès

Concernant le gouvernement mon impression est qu'il veut vraiment le procès mais que ce n'est pas la première de ses priorités. Le public, la communauté internationale attendent beaucoup du procès. Le gouvernement pour sa part a beaucoup de dossiers qui le préoccupent tous les jours. Le procès devient une priorité quand il y a une

pression de la communauté internationale. D'une façon générale il veut le procès et c'est pourquoi il nous a beaucoup facilité la tâche.

Mais maintenant, **tous les pouvoirs sont entre les mains de l'administration du procès, de la Cour.** La Cour a le budget, les bâtiments, le personnel, la loi, l'appui international, la documentation, la technologie, l'internet ... ils ont tout. Alors maintenant *do it*, allez-y !

Le rôle du gouvernement c'est la sécurité, c'est de garantir l'accès au tribunal si quelqu'un voulait l'empêcher. Est-ce que quelqu'un peut interférer, freiner, empêcher ? Si par exemple dans un village on voulait faire obstacle à l'investigation, on le saurait tout de suite ! Jusqu'à présent personne n'a fait cela.

Maintenant c'est à la cour d'agir

Donc les obstacles ou le freinage ne viennent ni du gouvernement, ni des Cambodgiens. C'est la cour elle-même qui doit agir. Nous avons voulu qu'ils viennent parce que les gens veulent la justice. Ils sont là maintenant, et c'est à eux d'aller vers les gens, non pas aux gens d'aller vers eux. Ils sont là pour les victimes et non pour eux-mêmes.

Le gouvernement a fait des déclarations publiques, il pourrait faire plus, mais c'est avant tout le job du département des relations extérieures de la cour. C'est à lui d'approcher les stations de TV qui sont indépendantes du gouvernement et de leur dire « nous voulons faire ceci ou cela », que ce soit diffuser ce que Hun Sen a dit, ou faire telle interview, tel programme ...

Depuis six mois ils n'ont rien fait !

Mais pour l'instant alors que leur bureau existe depuis février, depuis six mois, ils n'ont encore rien fait. Ils ont l'argent, les équipes, les moyens, les routes maintenant sont bonnes, tout est accessible, on peut se déplacer même la nuit, il existe aussi des quantités de médias: c'est à ce département de la cour d'informer le public, de répondre aux attentes. Il faut qu'ils aillent dans les villages informer les gens, et **ils doivent le faire maintenant !**

VANN MOLYVANN : pour un autre

Développer Phnom Penh selon un axe Nord-Sud, et non de façon radio-concentrique, vers l'ouest, voilà le schéma simple et fort que préconise l'architecte et urbaniste, aujourd'hui ministre d'Etat Vann Molyvann. Il s'oppose ainsi directement au projet de schéma directeur mis au point ces dernières années au sein du BAU de la municipalité (voir notamment *cn 232*).

On lui doit la plupart des monuments marquants de Phnom Penh, le monument de l'Indépendance, la salle Chaktomuk, la stade olympique, le Théâtre national, le Conseil des ministres ... Il a eu les plus hautes responsabilités en matière de construction et d'urbanisme, il a plus récemment créé et dirigé l'Apsara (Autorité Siam Reap Angkor).

La discussion sur le développement de Phnom Penh est d'importance majeure: l'agglomération compterait déjà presque 2 millions d'habitants, elle en aurait 2,4 dès 2010.

Contre le développement radio-concentrique

La prise de position est nette: « *Nous recommandons d'arrêter la construction de nouvelles digues concentriques autour du noyau urbain des années 60* ».

Contre le développement de Phnom Penh vers l'ouest, Vann Molyvann développe plusieurs arguments :

- l'aéroport de Pochentong va se trouver enclavé dans la ville ce qui entraîne des risques de pollution sonores et autres, de crash sur des habitations.

- développer la ville vers l'ouest, où les infrastructures, eau, électricité, n'existent pas, le long de la RN4 jusqu'à Kompong Speu, ce n'est pas économique.

- le développement radio-concentrique prépare la formation d'une mégapole de type Bangkok. Il vaut mieux prévoir des villes satellites, comme à Kuala Lumpur.

Développer l'axe nord-sud

Il s'agit principalement de **lier la ville de Phnom Penh à sa cité satellite de Takhmau**. De reprendre en somme l'idée de « front de Bassac » réalisé dans les années 60, de « *prolonger le boulevard Monivong jusqu'à Takhmau* ». Cela suppose d'importants travaux:

Dragages et hydraulique des Quatre Bras

- Il faut commencer par une étude hydraulique approfondie du site des Quatre Bras pour définir les mesures à prendre pour enrayer ou anticiper les phénomènes de dérive vers l'est du Bassac.

- « Il faut réintroduire sur le Mékong les travaux de dragages des chenaux de navigation, étendre ce système de dragage à l'ensemble du réseau du Tonle Sap et du Bassac, pour contrecarrer l'envasement aux entrées des Lacs, au seuil de Kompong Chhnang et dans la zone des Quatre Bras ».

- **Renforcer les berges du Bassac de Phnom Penh à Takhmau**, « en incluant cette cité, en utilisant les remblais provenant des dragages pour engraisser les bourrelets des berges ». Il faut des études techniques préalables: si on construit une digue sur la rive ouest, faut-il traiter aussi l'autre rive ? Faut-il draguer les îles qui se sont formées ?

- Déboucher le Bassac à son confluent avec le Mékong pour accélérer l'écoulement vers le sud.

Protection des berges

Il s'agit de protéger les berges en amont et en aval de Phnom Penh sur environ 25 km: l'amont du Tonle Sap jusqu'au pont de Chruy Changvar sur environ 11km; l'aval du Tonle Sap sur environ 3,8 km entre le pont de Chruy Changvar et l'hôtel Cambodiana; l'amont du Bassac de là jusqu'au pont Monivong (environ 3,5 km); l'aval du Bassac jusqu'à Takhmau, environ 7 km.

Cette dernière section entre le pont Monivong et Takhmau joue un rôle majeur dans le projet de développement de Phnom Penh vers le sud. Il existe déjà une route des berges hors d'eau (qui devient à partir de Takhmau RN2 et route nationale 21). Il faut construire des digues sur ces rives. Il faut aussi reprendre les revêtements des quais qui se sont écroulés quai Sisowath avec des structures adéquates.

Le projet « aval du Bassac »


« Nous préconisons la création d'une série de zones urbaines linéairement le long des berges du Bassac, le long du flot d'inondation du Mékong. On pourrait creuser de nouveaux preks artificiels pour relier les bords existants qu'on garderait comme réservoirs de rétention.

« Nous proposons de creuser un grand réservoir de rétention au sud de Phnom Penh en entourant le grand beng de Cheung Ek: au nord avec les digues de Beng Trabek et de Beng Tompun, à l'est par un axe nord-

creative graphic design solutions*

khmer>dev
• création graphique originale
multimédia & édition

www.khmerdev.com
publicité, logotype, carte de visite,
flyers, enseigne, identité visuelle.
nos compétences graphiques
à votre service.
design@khmerdev.com



développement de Phnom Penh

sud qui prolongerait le bd. Monivong jusqu' à Takhmau et à l' ouest par la route 303 qui part de Ruessei au nord et passe par les localités de Mol Sambuor, Dangkao, Talei et Cheung Ek. Ce bassin de Cheung Ek serait entièrement ouvert au sud.

En première phase on commencerait à créer le long de la berge du Bassac entre la RN2 et le nouveau bd Monivong prolongé un terrain à mettre hors d' eau de 1 km sur 5 km, grâce à des remblais hydrauliques. Il aurait la pente nécessaire pour un écoulement naturel des eaux pluviales vers des bassins de retenue.

On créerait ainsi une surface de 300 ha. Avec 200 habitants à l' ha, on logerait ainsi 60 000 habitants.

L' extension de Phnom Penh pourrait se faire par une série de zones reliées entre elles par des voies de circulation hors d' eau. Nous avons identifié trois zones dans le plan d' utilisation des sols à l' horizon 2010: - le bassin du Tompoung (l' occupation du sol est faible, la restructuration du tissu urbain existant une nécessité); - la berge aval du Bassac citée ci-dessus; - la cité de Takhmau dont l' urbanisme doit être entièrement réactualisé.

Le barrage sur la rivière Prek Thnot

Une composante importante du « Grand Phnom Penh » tel que le conçoit Vann Molyvann est la réalisation d' un barrage sur la rivière Prek Thnot. Elle descend du mont Aural vers le sud et se dirige ensuite vers l' est,

passant à Kompong Speu, et dans le sud de Phnom Penh pour rejoindre le Bassac à Takhmau. Le barrage serait construit à environ 20 km dans l' ouest de Kompong Speu, au nord de la RN4, dans une zone où les terres sont d'assez médiocre qualité.

Le projet prévoit six barrages, sur le Prek Thnot et les rivières affluentes, une retenue d' eau de plus de 20 km du nord au sud. Les surfaces irriguées forment une large bande au sud de la RN4 jusqu' à la rivière (2 à 8 km du nord au sud sur une trentaine de km d' est en ouest, et de chaque côté de la RN3; s' y ajoutent les zones de Kandal Stung et de Bati.

Ce projet avait été approuvé par le Comité du Mékong en 1966. Il avait trois objectifs: irrigation de 70 000 ha, production d' électricité, défense contre les inondations. Les travaux, barrage-réservoir principal, station hydro-électrique, barrage de dérivation à environ 12 km en aval du barrage-réservoir, barrages secondaires, réseau d' irrigation, commencés en 1969 furent interrompus en 1970 à cause des hostilités. En 1973 cependant le barrage de dérivation était pratiquement terminé, et 350 ha du réseau d' irrigation. En 1975 on ramenait le potentiel irrigable à 50 000 ha. Les khmers rouges ont complètement révisé le projet, avec divers travaux d' irrigation et de drainage très mal planifiés; et depuis 1979 des travaux importants sont intervenus, tout cela endommageant sévèrement l' éco-système aquatique du Prek Thnot.

Il s' agit maintenant estime Vann Molyvann de revenir au projet initial, selon une étude réalisée en 1992 par une société australienne pour le Comité du Mékong, en veillant aux conséquences sur l' environnement, faune et flore forestières, gestion des programmes d' élevage de poissons ... et en révisant le problème délicat du relogement des populations qui seront touchées par le remplissage des réservoirs. Il faudra « une action extensive de développement communautaire et de participation de ces populations ».

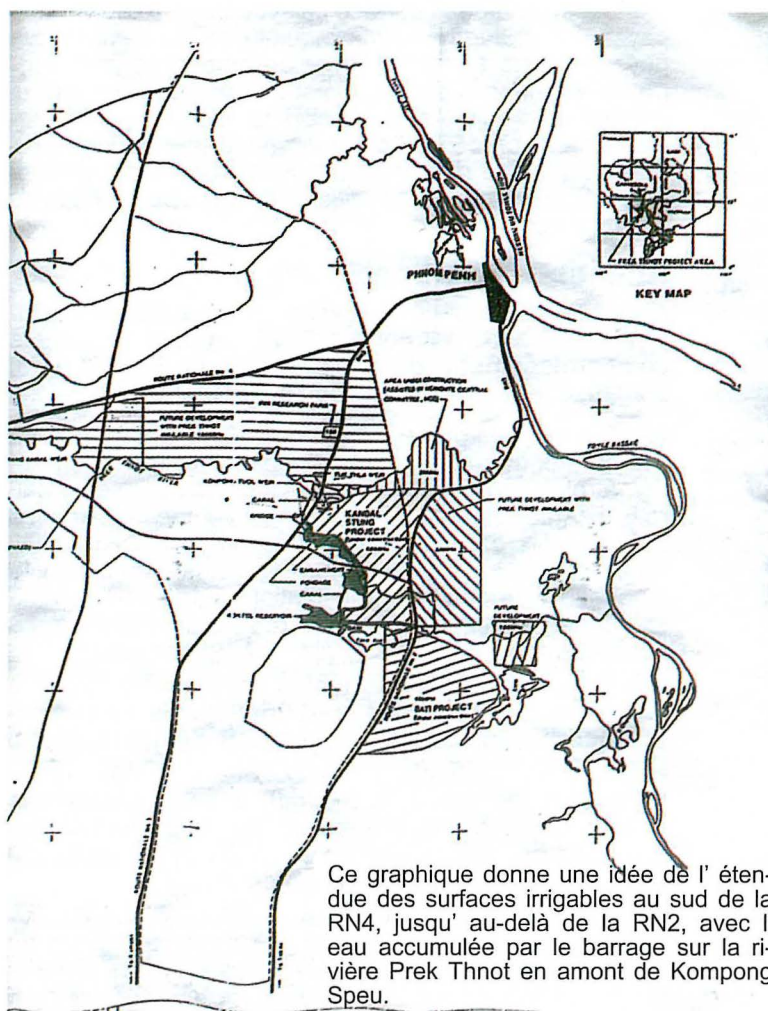
En fait on envisageait trois options:

- pas de barrage réservoir, mais système d' irrigation et cultures à haut rendement avec double récolte; pêche et aquaculture;
- un barrage, avec priorité à l' irrigation. On aurait 34 000 ha et double récolte;
- un barrage avec priorité à la production d' électricité. On aurait 27 000 ha et double récolte.

Questions:

- étant donné tout ce qui a été construit le long de la RN4 depuis que cette étude a été faite, n' est-il pas trop tard ?
- ne pourrait-on pas combiner les deux options: constructions, usines le long de la RN4 et zones irriguées plus au sud ? Les surfaces, jusqu' au sud de Phnom Penh, resteraient très considérables.
- avec les très grands besoins de Phnom Penh en électricité, comment se fait-il qu' on ne reprenne pas l' idée du barrage sur la Prek Thnot ?

C.n.



Ce graphique donne une idée de l' étendue des surfaces irrigables au sud de la RN4, jusqu' au-delà de la RN2, avec l' eau accumulée par le barrage sur la rivière Prek Thnot en amont de Kompong Speu.

Texte établi d'après la conférence de Vann Molyvann au Centre Culturel Français le 12 juillet

le Cambodge rural face à la pauvreté

une étude de Julien Calas (AFD)

Jusqu' aux dernières décennies les systèmes agraires cambodgiens ont pu se reproduire et évoluer sans avoir à modifier massivement l' orientation vers la monoculture du riz. « *Aujourd'hui la reproduction à l' identique de cette monoculture n' est certainement plus possible* ».

Situation existante il n' y a pas vraiment auto-suffisance

Selon les statistiques nationales il y a en gros auto-suffisance en riz, et même un excédent pour l'exportation.

Les enquêtes locales montrent une situation très différente: dans certaines régions la consommation est bien supérieure aux minimas requis, faute de toute autre source alimentaire, et que dans d' autres elle est au contraire bien inférieure. Finalement la plupart des observateurs reconnaissent que l' auto-suffisance alimentaire n' est pas atteinte pour un très grand nombre de ménages. « *Près des deux-tiers des 1,6 million de ménages ruraux sont victimes chaque année d' épuisement saisonnier de leurs réserves alimentaires (...) 45 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition* ».

Faible productivité, grande pauvreté

Malgré quelques progrès, les rendements du paddy étant passés de 1,3 à 2 t / ha entre 1990 et 2000, ils restent bien inférieurs aux rendements des pays voisins (2,6 t / ha en Thaïlande, 4,4 en Indonésie, 4,6 au Vietnam, 6,3 en Chine ...), de sorte que le produit brut moyen est estimé à 220 \$ par travailleur et par an, et 280 \$ par ha.

Or 80 % des paysans pratiquent la culture du riz. Cela explique que 90 % des pauvres vivent en zone rurale, que le niveau de vie en zone rurale est inférieur à la moitié de ce qu' il en zone urbaine. « *Atteindre les objectifs en matière de réduction de la pauvreté ne sera pas possible sans quelque réduction sensible des contraintes pesant sur l' économie rurale* ».

Les causes de la pauvreté dans les zones rurales: la faible fertilité des sols, la très faible ou mauvaise utilisation des engrais, l' absence de maîtrise de l' eau (sur les 2,3 millions d' ha cultivés en paddy, environ 250 000 seulement sont correctement alimentés en eau; 80 % des cultures de riz dépendent directement de la pluie et des crues naturelles), l' endettement auprès d' usuriers.

La situation s' aggrave

La cause majeure de l' aggravation est la croissance démographique. En 40 ans, entre 1960 et 2001 la population a plus que doublé malgré une guerre civile et un génocide. On estime que la population rurale compte plus de 9 millions d' âmes là où il y en avait 4,3 millions en 1962. La densité moyenne serait ainsi passée de 40 à 64 habitants / km² entre 1970 et 1998.



Il y a d' autre part un massif mouvement de concentration des terres. Selon une enquête, 19 % des propriétaires en possèderaient près de 19 %.

**d' ici 2020
2 à 5,4 millions
de personnes
devront
abandonner
la riziculture**

Un autre phénomène: le couvert forestier a considérablement diminué, il ne représenterait plus que 60 % de la surface totale. Mais cette défriche massive n' a pas créé de rizières; au contraire la surface cultivée en riz serait passée de 2,5 millions d' ha en 1967 à 2,3 millions en 2003.

Même si les rendements ont beaucoup progressé, les conséquences sont :

- une diminution de la surface cultivée pour la plupart des paysans;
- l' augmentation inquiétante du nombre des paysans sans terre: 20 % actuellement, et une augmentation de 2 % par an, c' est à dire que le nombre d' adultes sans terre est d' environ 720 000 et qu' il s' accroît d' environ 15 000 chaque année;
- la pauvreté rurale ne diminue pas, « *tous les indicateurs démontrent une dégradation des conditions de vie et des espaces ruraux* » écrit J. Calas.

Attention: mutation !

A partir des données ci-dessus, on peut imaginer plusieurs scénarios à l' horizon 2020, prenant en compte un **accroissement de la population de 53,7 % d' ici à 2020, c' est à dire 6 400 000 personnes.**

Ces hypothèses prennent en compte: - l' évolution relative du prix du paddy et de celui des intrants (ratio paddy/pétrole); - le développement des secteurs secondaires et tertiaires créant, dans une hypothèse haute 25 000 emplois par an et dans une autre seulement 10 000; - le choix des politiques agricoles, l' une active favorisant l' irrigation, les institutions rurales, l' organisation des marchés, le crédit rural, l' autre consistant à « laisser faire ».

Les calculs montrent que même dans les cas les plus favorables **les systèmes traditionnels de riziculture n' absorberont pas la croissance démographique des 20 prochaines années.**

Dans tous les cas **2 à 5,4 millions de personnes** (selon de degré d' intensification qui sera promu) **devront quitter les zones de production de riz inondées de riz flottant et de riz de décrue.**

Cette migration consiste ainsi à absorber sur 20 ans quatre à douze fois le nombre des migrants qui ont dû être rapatriés de Thaïlande en 2 ans dans les années 90. Il faut ajouter qu' une politique de laisser-faire aug-

CAMBODGE NOUVEAU

mentant l'exode rural rendrait le Cambodge importateur net de riz.

Une politique qui chercherait à développer l'irrigation, à encadrer les migrations et à réguler la concentration foncière pourrait limiter cet exode, et générerait un solde de paddy exportable (de plus de 2 millions de tonnes dans les conditions les plus favorables).

Cependant une telle politique volontariste n'est pas un but en soi mais un moyen quasi-indispensable pour **gérer la transition écologique, sociale et économique à la quelle le Cambodge va être confronté d'ici 2020.** Elle faciliterait la transition vers des activités plus diversifiées et tournées vers les marchés.

Soutenir la riziculture est un moyen pour amener les riziculteurs cambodgiens à se tourner ultérieurement vers d'autres spéculations et s'intégrer peu à peu à de nouveaux marchés.

des progrès considérables sont possibles ...

par l'irrigation (*expérience de Prey Nup et du Stung Chinit en 243*), par une meilleure utilisation des intrants (notamment des pesticides souvent de mauvaise qualité et très mal employés), par la diversification, comme l'hévéaculture familiale (*cn 242*), le maïs, le soja, le manioc, le sésame, l'anacardier ..., les cultures maraîchères, l'élevage porcin et avicole, les arbres fruitiers ... Un projet de développement de l'agriculture péri-urbaine a montré qu'après formation des paysans « ces activités, nouvelles ou mieux conduites, entraînent en moyenne plus que le doublement des revenus annuels, permettent le désendettement, l'accroissement des capacités d'épargne et d'investissement, l'amélioration de l'habitat et de son équipement ». Cela montre bien que **le paysan cambodgien est réceptif à des innovations introduites par l'extérieur.**

La solidarité en recomposition

Réceptif aux innovations, le paysan cambodgien est-il capable aussi de travailler de façon communautaire ?

Expériences collectivistes au Cambodge

La puissance angkorienne à son apogée, selon les travaux les plus récents, n'aurait pas reposé sur de vastes systèmes hydro-agricoles mais « sur sa capacité à razzier la main d'œuvre de ses voisins ». Les rizières étaient largement travaillées par des esclaves, on les vendait ensemble. Pas d'organisation collective donc.

Les Français ont essayé d'organiser les communautés rurales entre 1901 et 1908, créant les *srok* et les *khum*, des cellules de base qui n'existaient pas. Les chefs devaient être élus, avec des tâches de gestion, de fiscalité, de police. Le système n'a pas fonctionné.

Les khmers rouges ont imaginé un projet économique inspiré du maoïsme qui centrerait les efforts sur la production agricole et le travail collectif coercitif. La production de riz tournera à l'obsession. Elle sera l'un des fondements d'une politique d'aménagement hydraulique à outrance qui deviendra l'instrument du génocide, servant surtout à anéantir le « peuple nouveau ».

Il y a de 1975 à 1979 une véritable frénésie d'aménagements hydrauliques mais mal conçus, par des res-

La période khmère rouge et la pauvreté ont eu des effets dévastateurs sur les liens de solidarité entre Cambodgiens. On peut plus largement s'interroger sur les caractères fondamentaux de la paysannerie cambodgienne: pour des raisons historiques, serait-elle réfractaire à la solidarité, aux organisations



soutenir la riziculture pour gérer la mutation obligée du monde rural

collectives ? La question est importante parce que passer d'une agriculture inondée à une agriculture irriguée implique une organisation collective: redevances, répartition de l'eau, gestion collective de la maintenance des ouvrages, ... Une telle organisation est tout à fait nouvelle pour la société cambodgienne.

Le rapport de J. Calas consacre d'importants développements à l'histoire de

la paysannerie cambodgienne depuis l'apparition de l'agriculture au Cambodge, et notamment à l'époque angkorienne. Il apparaît que la société rurale cambodgienne n'a connu que des expériences malheureuses ou catastrophiques d'organisation collective.

Mais, malgré les échecs passés, rien ne prouve qu'elle y soit allergique. Il cite plusieurs exemples qui seraient des signes encourageants: - des infrastructures hydrauliques collectives (nories, petits barrages réservoirs qui sont gérés par un « comité de digue »; - les *preks* sur les rives du Mékong « exemple tout à fait remarquable de solidarité paysanne »; - exemples actuels: le succès du micro-crédit dans les zones rurales (les crédits sont consentis à des groupements de caution solidaires et le système fonctionne très bien), un projet d'irrigation pri-

ponsables incompetents. « N'importe quel membre de l'Angkar, indépendamment de ses compétences pouvait être parachuté responsable d'énormes travaux hydrauliques ». Très peu efficaces, « ils ont eu surtout des effets négatifs sur la gestion des plaines d'inondation. L'expérience khmère rouge relève clairement du traumatisme et de l'échec ».

Sur les 841 périmètres irrigués identifiés en 1994 pour l'ensemble du territoire cambodgien, 69 % avaient été construits sous les khmers rouges; 21 % seulement étaient considérés comme fonctionnels.

Avec les Vietnamiens, nouvelle expérience collectiviste des *krom samakki*, groupes de production solidaires introduits de façon coercitive pour des raisons politiques autant qu'économiques. Nouvel échec, aboutissant à une réduction des productions et à une insécurité accrue. « Dès 1989 et plus tôt lorsque c'était possible les Cambodgiens sont retournés à leurs pratiques traditionnelles individualistes ».

Cela ne prouve nullement l'incapacité des Cambodgiens à s'organiser collectivement, souligne J. Calas.

le Cambodge rural

vé, spontané, dans la province de Takeo, l'expérience de Prey Nup ...

Une mutation à grande échelle des méthodes et des relations sociales cependant ne peut pas intervenir « mécaniquement ». Là où elle a réussi, en Chine, en Thaïlande, il y a eu intervention des autorités. Au Vietnam, dans le delta notamment, elle a été réussie grâce à des interventions extérieures itératives et prolongées, depuis les Français, et à des investissements massifs. L'idée majeure pour le Cambodge est donc: **ne nous décourageons pas.**

Obstacles aux exportations, aux investissements

L'adhésion à l'OMC en septembre 2004 ne change pas grand-chose pour le Cambodge. Il y a en fait deux obstacles majeurs aux exportations: - la concurrence des pays voisins; - et la non-satisfaction aux normes de qualité.

Seuls les marchés du tabac et du caoutchouc sont accessibles, et celui du riz.

Agriculture biologique, commerce équitable, appellations d'origine seraient des niches, ou des marchés possibles, à condition que la production soit organisée. D'autant que les industries dites « dans l'enfance » peuvent bénéficier de clauses de sauvegarde, et que l'



adhésion à l'OMC doit permettre aussi d'importer des intrants à moindre coût, un point qui pourrait avoir des conséquences importantes. Mais il n'y a pas assez de moyens pour saisir ces opportunités, pour organiser les filières.

Les investissements privés, cambodgiens et étrangers? Il faudrait un cadre réglementaire clair et pouvoir garantir les droits des investisseurs concernant en particulier les questions foncière. Il faut des garde-fou « face aux dérives possibles de certains acteurs économiques, politiques ou militaires en position de pouvoir ».

S'agissant du paysan cambodgien, l'expérience montre que les freins viennent moins des difficultés techniques que des investissements structurants et des moyens de vulgarisation de ces innovations. Mais ici ce

sont les moyens financiers et techniques qui manquent.

budget de l'Agriculture: 1 dollar par an et par tête

Les services techniques d'appui à l'agriculture ont un effectif d'environ 900 techniciens. Pour couvrir les 2,34 millions d'ha cultivés en riz, cela fait 2 600 ha chacun et plus de 10 100 personnes, ou 1 200 chefs de famille ... et cela pour un salaire de 60 \$ par mois.

Pour seulement motiver ou revaloriser ces 900 postes, il faudrait un salaire mensuel d'environ 200 \$, soit un peu plus de 2 millions de dollars par an. Mais cette dépense est inaccessible; elle représente à elle seule les

budget de l'Agriculture et assistance extérieure: gouttes d'eau dans l'océan de pauvreté

deux tiers du budget de fonctionnement de toutes les directions provinciales de l'agriculture; et il faudrait revaloriser aussi toute la chaîne hiérarchique ...

Le budget de l'Agriculture, bien que « prioritaire », ne représente toujours que 2 % des dépenses totales, en 2003 comme en 1999.

En chiffres absolus le progrès est important (de 21 à 43 milliards de riels), mais la dépense publique en faveur des paysans est d'environ 1 dollar par an et par tête.

Une assistance extérieure au total très faible ...

Première observation: l'aide extérieure qui peut paraître « massive », atteignant 70 millions de dollars par an, tous bailleurs confondus, soit 60 dollars par famille rurale, reste extrêmement loin des 21 000 euros consacrés aux emplois agricoles par les Etats-Unis, aux 15 000 euros de l'Europe, aux 30 000 euros du Japon. « L'assistance aux paysans cambodgiens est une goutte d'eau dans l'océan de pauvreté rurale »

... et peu efficace

Le rapport de J. Calas pose des interrogations et des critiques fondamentales:

- comment se fait-il que malgré cette aide internationale de 60 \$ d'aide par famille rurale chaque année, la pauvreté ne diminue pas? Il existe au Cambodge de nombreux exemples à l'échelle locale d'interventions contribuant à réduire la pauvreté, et à engager le processus de changement des systèmes agraires traditionnels. Pourquoi pas à l'échelle nationale?

- Quelle est la proportion de cette aide qui va à la corruption et à la lutte contre la corruption? A la reconstruction des infrastructures matérielles et humaines, bâtiments, équipements, formations, réécriture du cadre légal et réglementaire, études préalables? Probablement plus de la moitié de l'aide va aux experts et à diverses assistances techniques internationales: quelle est l'efficacité de ces experts? Assurent-ils le transfert des technologies?

- dans les discussions sur l'assistance extérieure, on s'intéresse plus aux « tuyauteries de mobilisation de l'aide » qu'à la bonne utilisation de cette aide, observe J. Calas. On oublie que le système doit être subordonné à l'objectif qui est le développement. Or le développement rural a un rythme qui n'est pas souvent celui des bailleurs de fonds, « il s'inscrit dans le long terme ».

face à la pauvreté

Le développement rural s'inscrit dans le long terme

« Il implique outre l'innovation technique une modification des relations sociales, des processus où la certitude de succès n'est jamais acquise alors que l'opinion publique et le pouvoir politique poursuivent un idéal d'intervention de développement infaillible ».

« Refuser d'accompagner la société rurale cambodgienne dans ces processus progressifs et itératifs de changement, c'est refuser de s'attaquer aux vrais enjeux de la lutte contre la pauvreté rurale écrit J. Calas.



« Ce serait refuser ce que la Chine, le Vietnam et la Thaïlande ont eu eux-mêmes à endurer au cours de leur longue histoire pour des raisons de confort des bailleurs de fonds et de manque de courage des politiques de développement ».

L'étude de J. Calas utilisée pour l'article ci-dessus, « le Cambodge rural face à la pauvreté » cite des auteurs tels que J. Delvert, F. Braudel, A. Forest, V. Frings, L. Tichit, S. Lemeilleur, F. Ponchaud, etc ... que nous n'avons pas chaque fois mentionnés. C.n.

Mong Reththy

Une plantations de canne à sucre

Sur 90 ha, proches de la RN4, proche des plantations de palmier à huile existantes et non loin du port qu'il a construit (cn 236) Mong Reththy a planté il y a trois mois une pépinière de canne à sucre. Le projet porte sur 8 000 ha, mais toute la surface n'est sans doute pas utilisable.

La région étant fortement arrosée par les pluies, on n'aura peut-être pas besoin d'irrigation, nous dit le responsable. La pousse de la canne à sucre dure de 9 à 11 mois. On peut faire trois récoltes, ensuite il faut replanter.

Une partie de la plantation sera gérée directement par l'entreprise propriétaire, 70 % est une proportion classique; et une partie par les paysans.

On ne sait encore si l'exploitation se fera de façon principalement mécanique –alors l'investissement sera plus élevé-, ou si l'on utilisera principalement la main d'œuvre humaine.

Une raffinerie de sucre

C'est un investissement de 50 millions de dollars, réalisé avec la compagnie thaïlandaise *Thai Beverage Marketing Co*, cotée en bourse à Singapour, qui appartient au groupe TCC, *Thai Charoen Commercial*.

Répartition: *Mong Reththy* 51 %, *Thai Beverage* 49 %. La raffinerie, d'une capacité de 60 000 t / an devrait être opérationnelle début décembre 2008. « Nous sommes en train de choisir l'emplacement. Il faut être attentif, parce que les machines pèsent très lourd, et il y aura beaucoup de camions lourdement chargés. La construction commencera après la saison des pluies, et après compactage du terrain, en janvier 2007 ».

L'agro-industrie, le bio-carburant, chances majeures pour le Cambodge ?

L'usine créera environ 200 emplois, et 300 à certaines périodes; la plantation: des milliers d'emplois, cela dépendra de la plus ou moins forte mécanisation.

L'objectif est d'abord le marché

intérieur: le Cambodge consomme environ 150 000 tonnes de sucre par an qui sont intégralement importées. La production locale soulagera la balance commerciale.

... et une usine d'éthanol ?

Il y a aussi des sous-produits intéressants: avec les « molasses » (24 000 t / an ?), on peut en particulier fabriquer de l'éthanol, et de là du bio-diesel. Une production que la société thaïlandaise maîtrise depuis longtemps et dont la demande augmente rapidement avec la montée en flèche des prix du pétrole. Là, on peut imaginer des exportations vers la Thaïlande et vers le Vietnam, marchés importants et en rapide expansion. On pourrait utiliser le port Okhna Mong.

QUALITY CERTIFIED COMPANY (ISO 9001 : 2000)



**comin
khmere**

Jean-Jacques Donard *chef du projet VALEASE*

Cambodiana 2

une base de données multimédia sur le Cambodge



du texte à l' image

Après Cambodiana 1, la base de données (BDD) bibliographiques tirée du catalogue des livres consacrés au Cambodge de la Bibliothèque nationale (BNC) et du Centre culturel français du Cambodge (CCF), voici Cambodiana 2, la BDD multimédia.

Cambodiana 1 & 2, réalisées grâce au soutien de l'Ambassade de France (projet du Fonds de solidarité prioritaire de Valorisation de l'Écrit en Asie du Sud-Est – FSP VALEASE), sont accessibles toutes deux sur les sites Web de la BNC : <http://www.bnc-nlc.info> et de l'ambassade : <http://www.ambafrance-kh.org>.

Les nouveaux documents de Cambodiana 2

Si *Cambodiana 1* comporte déjà 2.500 notices descriptives et résumés de livres, environ 150 biographies d'auteurs et 180 notes de lecture, il y manque encore un élément essentiel : le contenu des ouvrages eux-mêmes. On a commencé par s'intéresser à la reproduction de leurs images, comme la couverture des livres ; les plans, cartes, relevés d'architecture, tableaux divers, réclames, encarts, planches hors texte ; les portraits inédits des auteurs.

C'est donc une véritable mine iconographique et documentaire qui va s'offrir au lecteur : il en est prévu de doter la base d'environ 1.500 images différentes, qui, sous une forme attractive, donneront une idée encore plus précise du document recherché. En cliquant sur le titre ou sur le nom de l'auteur d'un livre, on obtiendra ainsi d'un coup sa fiche descriptive, un résumé, un commentaire et les illustrations qu'il contient.

Le lecteur intéressé par les livres sur le Cambodge découvrira pour la première fois des documents iconographiques venant directement de la collection ancienne de la Bibliothèque nationale. Ces images rarement vues depuis leur parution vont connaître une diffusion large grâce à l'électronique et enrichir notre connaissance du Pays khmer d'autrefois.

Les ingrédients d'une réussite

Cette nouvelle « banque d'images » est le fait de plusieurs partenaires :

- une équipe de bénévoles de l'Association Phnom Penh Accueil, qui, au mépris de la poussière attachée

aux vieux grimoires, a recherché pendant trois mois les illustrations se rapportant au Cambodge dans environ 500 ouvrages anciens de la BNC

- une entreprise d'info-photographie qui, à l'aide d'un appareil photo professionnel fixé à un statif emprunté aux Archives nationales du Cambodge, a pu réaliser sur place 1.000 clichés de haute résolution. Ceux-ci ont été ensuite retraités en laboratoire pour en éliminer les défauts les plus évidents : tâches d'humidité, plieuses, déchirures, etc. tout en préservant leur cachet de documents anciens.
- une association d'informaticiens phnom penhois francophones, Linux-Khru, animée par Jérôme Rouer, informaticien, expert comptable, amateur passionné de livres et grand lecteur, qui a mis au point le moteur de recherche de la BDD.
- un bibliothécaire, Pierre Andricq, directeur de la médiathèque du CCF, qui possède peut-être la collection la plus riche et la mieux organisée d'ouvrages sur le Cambodge de tout le pays.

- un libraire, Olivier Jeandel, qui, avec ses deux magasins « Carnets d'Asie », joue le rôle de veille bibliographique pour les nouveautés de la production éditoriale francophone consacrées au Cambodge et à l'Asie du Sud-Est.

- une conservatrice de bibliothèque stagiaire, venue de l'École nationale des sciences de l'information et des bibliothèques de Lyon-Villeurbanne, Pascale Lefebvre, qui a travaillé pendant trois mois sur l'édification de la base.

- enfin un agrégé de lettres, Jean-Claude Andricq, qui a passé deux semaines à vérifier la base, à en éliminer les doublons et à corriger les inévitables erreurs des notices.

Deux exemples

Regardons les pages consacrées au Cambodge du beau livre *L'Empire colonial de la France : l'Indo-Chine*, de Gervais-

Courtellemont, publié vers 1910. On peut y découvrir des illustrations du vrai pont des Najas menant au Vat Phnom, construit au-dessus du canal partant de la gare. On y apprendra aussi ce que sont les omnibus de Phnom Penh (les éléphants), que la vigne poussait dans la ville ou bien encore que la colline du Vat Phnom était bien moins élevée qu'aujourd'hui.

Autre exemple : un rare album de photographies commentées, *Le voyage de Monsieur Alexandre Varenne, Gouverneur Général de l'Indochine, au Cambodge*, éditée en 1925 à l'occasion de la visite de ce dernier à Phnom Penh et au Bokor, dont l'hôtel venait d'être inauguré (le 14 février). Ce document fragile, dont le papier



CAMBODGE NOUVEAU

se déchire quasiment à la première manipulation, est sauvé grâce à la photographie numérique, qui a permis de le reproduire page par page en haute résolution. Chacun pourra bientôt, à partir de chez soi, s'émouvoir devant le « Bokor Palace » dans son état originel, le monument aux morts de la Grande Guerre (aujourd'hui disparu) ou telle photo du bébé cambodgien joufflu qui remporta le premier prix du « Concours d'enfants indigènes » le 14 novembre 1925.

L'avenir de la base

Pareille BDD se doit d'être interactive (les internautes peuvent apporter leur contribution et enrichir les notices) et évolutive : la troisième phase de l'opération iconographique et documentaire sera, pour une sélection



le Bokor l'année de son inauguration en 1925

d'ouvrages, de fournir au lecteur l'ensemble du livre.

On se dirige donc vers *Cambodiana 3*, avec le texte intégral numérisé de 300 ouvrages anciens français et khmers de plus de 75 ans (pour des raisons de droits d'auteur) de la BNC.

Quand cette BDD multi-média sera installée sur un serveur à la BNC, les chercheurs ou le grand public pourra accéder à un ensemble exceptionnel de livres électroniques dont les originaux sont fragiles, depuis longtemps indisponibles ou introuvables. Mais ce sera aussi une masse documentaire dans laquelle il sera possible de puiser pour organiser des manifestations autour de l'écrit patrimonial cambodgien : expositions de tableaux ou de photos, projections de diapositives, rééditions de livres anciens ou illustrations de publications, à l'occasion de manifestations culturelles dédiées au livre et à l'écrit, comme « Lire en fête », de la Semaine de la langue française, etc.



Les oiseaux de l'Indochine française, 1931

*Jean-Jacques Donard
 Chef du projet du FSP VALEASE
 Ministère de la Culture et des Beaux arts du Cambodge
 & Ambassade de France au Cambodge*

SCA accompagne Cambodge Nouveau dans sa nouvelle formule.



Nouveaux projets d'investissements

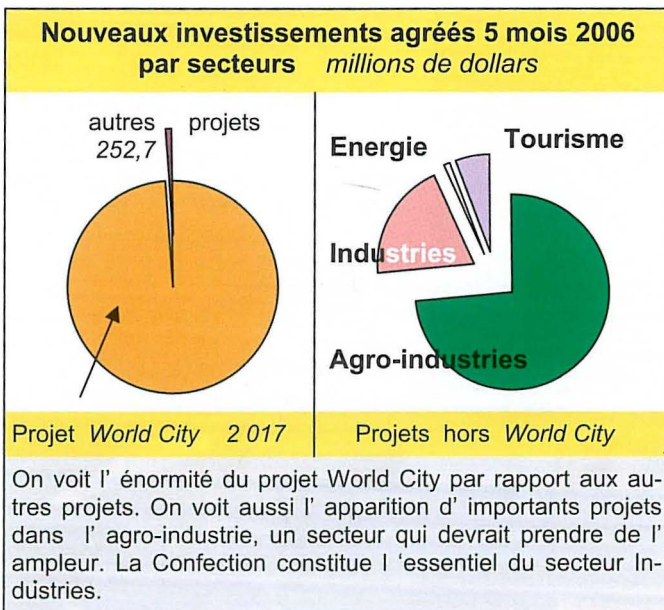
Pendant les 5 premiers mois de 2006, 33 projets d'investissements ont été agréés par le CIB / CDC, pour un total de 2,328 milliards de dollars.

Chiffre très élevé à cause principalement du projet de ville nouvelle dite «*World City*» de la société *World City Co*, **2,017 milliards de dollars**, à capitaux 51 % cambodgiens et 49 % coréens. La demande déposée début janvier a reçu une réponse favorable début mai. Ce très important projet de ville nouvelle est situé dans le nord-ouest du boeng Kak (*Pong Pheav*, carte *cn 239*). L'investissement de départ n'est pas forcément très important, dit-on au CDC: le terrain réservé au projet sera vendu par étapes à des investisseurs sur une durée estimée à 15 ans. Le projet doit créer 4 441 emplois.

projets par secteurs d'activité

Les autres investissements, moins exceptionnels par leur montant, 252,79 millions de dollars ensemble, présentent des caractères intéressants:

- 11 projets d'usines de **Confection** pour un total de 33,55 millions de dollars, ce qui montre qu'il n'y a aucun effondrement de ce secteur, que pour l'instant la confiance demeure. Il y a un ralentissement cependant: pour toute l'année 2005 il y avait eu 53 projets agréés pour un total de 118,1 millions de dollars (*cn 239*). Comme précédemment, la plupart des investisseurs sont chinois, mais aussi taïwanais, coréens, malaisiens. Il y a aussi 2 projets concernant la chaussure (8,2 millions de dollars) et les chaussettes.



La ville nouvelle *World City*, construite partiellement sur le lac Pong Pheav (Pompey), en cours de comblement, devrait être reliée à la nationale 5 par une route qui traverserait le Tonle Sap par un pont nouveau et franchirait ensuite le Mékong. Ces nouveaux ponts seraient aussi ferroviaires, pour la future liaison avec le Vietnam (*cn 232* « schéma directeur 2020 » et « Routes, ponts et voies ferrées » *cn 239*). Autre option: la voie ferrée traverserait nettement plus au nord, à Prek Kdam et passerait par Kompong Cham.

- La zone commerciale située entre Phnom Penh et l'aéroport international (*LCH Development Co Ltd*, Malaisie / Cambodge) est en cours de construction.

- La très forte montée du secteur **Agriculture et Agro-Industries** est un phénomène nouveau et extrêmement prometteur: 12 projets, dont 11 pour l'agro-Industrie, qui représentent ensemble 185,4 millions de dollars, c'est à dire des montants unitaires importants, de 17 à 32 millions de dollars. Plusieurs ont été déjà mentionnés dans *cn 242*, Il s'agit surtout de plantations d'acacias, et essences similaires, relativement peu coûteuses. La plupart des investisseurs sont cambodgiens, mais ont trouvé aussi des capitaux chinois, taïwanais et américains.

Un secteur qui semble promis à un bel avenir: les produits de l'agro-industrie intervenant dans la **fabrication de bio-carburants**. Deux projets importants de production d'éthanol sont d'ailleurs en voie de réalisation: celui de *Mong Reththy*, à partir de molasses provenant de plantations de canne à sucre (*dans ce n° p. 11*) et celui de *Panpee* à partir de « noix physiques » (*dans ce n° p. 3*)

projets par pays

L'énorme projet *World City* modifie les proportions habituelles. Avec un seul projet (51 % de *World City*) le **Cambodge** représente plus de la moitié du total des nouveaux projets agréés.

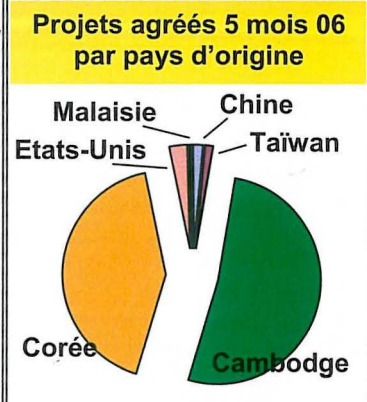
La **Corée**, avec 49 % de *World City*, vient ensuite.

La **Chine**, pour une fois, arrive très loin derrière avec seulement 2,73 % du total. Ses investissements vont toujours à la Confection. Aussi à la chaussure et chaussettes, à l'agro-industrie.

On remarque la présence de la **Malaisie**: participation dans une usine de Confection et dans une zone commerciale, ensemble 1,02 % du total.

... et celle des **Etats-Unis** avec des investissements dans un projet d'agro-industrie, 17,1 millions de dollars, et une participation dans un autre avec le Cambodge et la Chine, ensemble 1,73 % du total.

Tous les projets agréés ne sont pas forcément réalisés, fait observer le CDC, et les montants déclarés ne sont pas toujours respectés. « *Ce que nous faisons, c'est contrôler la vraisemblance des projets et des montants prévus. Pour les projets agro-industriels ou agricoles, nous vérifions que les investisseurs ont une réelle connaissance des lieux où ils veulent investir* ».





LIVRES

Indochine, l'envoûtement

par Jean de la Guérivière

Il est vrai que l'Indochine fait beaucoup rêver les Français, et depuis plusieurs générations. On pourrait se demander pourquoi, essayer d'analyser les ingrédients qui entrent dans ce breuvage aux effets si singuliers, qui n'est pas « long en bouche » comme disent les sommeliers d'un bon vin, mais plutôt « long en tête ». L'Indochine est envoûtante, dangereuse, destructrice pour certains, dramatique souvent, mais séductrice en tous cas. « *Tout y est plus intense* ».

Jean de la Guérivière ne tente pas d'analyser. Il rappelle une quantité de faits et de noms qui constituent les ingrédients du breuvage. A chacun de retrouver son mélange personnel dans ce très riche, très abondant bric à brac, de le construire avec ce kit. A chacun son Indochine.

Pour les uns, nombreux, les libraires le savent bien, l'Indochine est une création d'écrivains: Pierre Loti, Claude Farrère, Paul Morand, Pierre Benoit, Paul Claudel, Roland Dorgelès, George Groslier, André Malraux ... ont nourri l'imagination des grands-pères d'aujourd'hui. Marguerite Duras a pris la relève, et plusieurs producteurs de films. Jean Hougron est encore très apprécié par les « Asiatés; Lucien Bodard, Jean Lartéguy, Pierre Schoendorfer, Y. Gras, R. Trinquier, ... et bien d'autres, par tous ceux qui ont vécu l'Indochine comme un terrain de guerres.

Les envoûtés de l'Indochine pourraient être ainsi classés en catégories, selon leurs lectures préférées: les explorateurs (Mouhot, Doudart de Lagrée, Francis Garnier, L. Delaporte, Henri Maitre, Pavie ...); les guerriers (très forte bibliothèque); les archéologues (forte aussi); les historiens; les politiques et les géostratèges; les architectes et urbanistes; les constructeurs de routes et de voies ferrées; les planteurs; les administrateurs; les enseignants; les gens de santé; n'oublions pas le monde des missions, de très loin le plus ancien, pas le plus voyant; et pour l'époque contemporaine, avec logique, tous ceux que captive le phénomène khmers rouges, avec sa nombreuse escorte d'auteurs de récits vécus, de recueils de témoignages, de chercheurs, d'historiens ...

Jean de la Guérivière ravive ainsi, selon d'autres catégories, mille souvenirs, les enrichit d'épisodes moins connus ou ignorés, propose à tous les envoûtés quelques gorgées supplémentaires de leur drogue favorite.

Citons en vrac: l'itinéraire d'Alexandra David-Néel, la disparition d'Albert Londres, l'opium, Paul Doumer, les Chargeurs Réunis, Les Messageries Fluviales, De-

nis Frères, Jean de Baumont et la Compagnie du Cambodge, la SIPH et la Société des Terres Rouges, les

Brasseries et Glacières de l'Indochine, le Couvent des Oiseaux de Dalat, les cages de Poulo Condor, Indosuez, la Banque de l'Indochine, Grall, Calmette, Yersin, l'histoire de Mayrena bien sûr (l'homme qui voulut être roi des Sedang), Philippe Franchini, patron du Continental, auteur d'un bon livre de souvenirs, l'Ecole Coloniale de l'avenue de l'Observatoire, les frères Tang de l'avenue de Choisy, l'empereur Bao Daï, les quatre frères Nhu, le général Giap, le Dr Paul Grauwain, Mgr Paul Seitz, la mission Sainteny, la cathédrale de Phnom Penh détruite (difficilement) par les khmers rouges ... tout y est. A vrai dire ce zapping donne un peu le tournis. Comme un film qui passerait trop vite, on voudrait de temps en temps un arrêt sur image.

De façon tout à fait subjective, nous retenons :

- certaines citations assez « choc » comme celle-ci de Paul Morand sur Saïgon: « *trop de vieux colons alcooliques et cafardeux avec l'effroyable teint de l'Indochine, couleur de pus* » ! Lui du moins n'a pas été envoûté.

- certains sujets plus graves, épisodes assez oubliés comme, en mars 1945, la résistance des Français, 12 000 hommes, aux 65 000 Japonais. Il y eut 2 119 tués côté français, la « colonne Alessandri » « prit le maquis » et parvint à gagner la Chine; - la première révolte nationaliste, anti-coloniale, à Hanoï, le 19 décembre 1946: 300 civils français affreusement massacrés, 500 disparus; - des pages intéressantes sur Bao Daï: oui, il avait bien raison, mais ne fut pas écouté.

- de justes observations sur les rapports entre militaires français et américains au Vietnam, sur la différence entre leurs cultures militaires respectives: dans les années 70, à Saïgon, c'était évident, il suffisait d'aller de la terrasse du Continental en face à l'hôtel Caravelle. Le chapitre « la guerre dans la guerre » nous semble original, bien venu; ajoutons que c'était encore une autre culture particulière que celle de l'ARVN, l'armée vietnamienne. Juste aussi le rappel que les Américains ont aidé les Français. Saisissons l'occasion de rendre un personnel hommage au colonel John Osborne qui en 1973 commandait la 1^{re} Cav à Dong Ha, au nord de Quang Tri, à portée d'hélicoptère, et de mortier, de la DMZ; aux postes américains de Kontum, de Tay Ninh ...

A.G.

Indochine, l'Envoûtement, par Jean de la Guérivière, 410 p., bibliographie, Index, Seuil, 2006.



CAMBODGE NOUVEAU
le journal des décideurs votre meilleur investissement

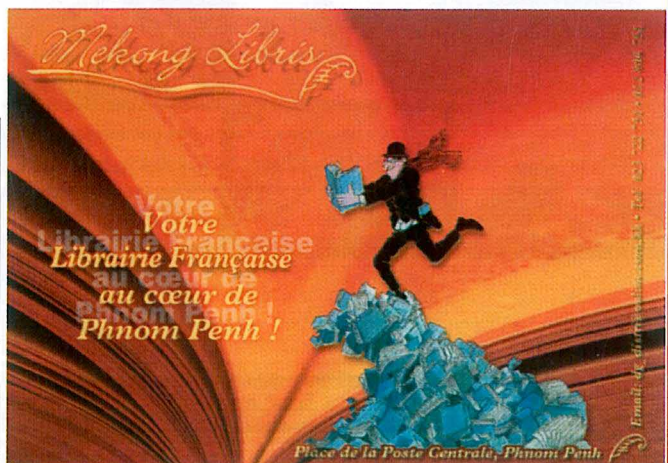
Cambodge Nouveau mensuel culture Politique-Economie-Finances

Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel
Photos : Art Studio, etc ...
Impression 3D

avec le soutien de l'Ambassade de France

CAMBODGE NOUVEAU

58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh
tel 023 214 610 mobile 012 803 410
E-mail cambodge.nouveau@forum.org.kh
www.cambodgenouveau.com





Ta Mok

L'un des tout premiers dirigeants khmers rouges, chef d'état-major des armées du KD, acteur principal de purges qui ont fait des dizaines de milliers de victimes, Ta Mok est décédé

le 21 juillet à 4h30.

Il était né en 1925 et porta divers noms: Chhit Chhoeun, Ek Choeun, Ngon Kang. Dans la hiérarchie il venait depuis 1978 juste derrière Pol Pot et Nuon Chea. On perd avec lui une très importante source d'informations principalement sur les purges, les massacres, et les opérations militaires.

Chef «Issarak» (mouvement de résistance contre les Français) dès 1949, il a sans doute fait la connaissance de Pol Pot, alors Saloth Sar, à l'École supérieure de Pali. Membre du Comité central du PCC en 1963. Responsable de la vaste zone sud-ouest (Takeo, Kampot, Kompong Chhnang, Koh Kong, Kompong Speu) en 1968, il apparaît rapidement comme un homme particulièrement dur. Il a fait massacrer des gens dès 1973: « les raffles lancées par Mok dans toute la zone sud-ouest happèrent des centaines d'individus. Ils furent affectés aux travaux forcés avant d'être exécutés » (Ben Kiernan). A Oudong en mars 1974 sur l'ordre de Mok «40 000 personnes sont dispersées dans toutes les directions, les soldats de Lon Nol furent exécutés en cours de route » (Ben Kiernan Le Génocide au Cambodge). 30 000 personnes massacrées (R. Jeñar).

Il place à des postes de responsabilité 16 membres de sa famille, 4 fils, 4 filles, 4 gendres, 4 beau-frères (un commandant de la marine, 2 commandants de division, une secrétaire de région etc ...). Mok est l'un des principaux partisans de reconquérir le Kampuchea Krom. Ce sont deux des gendres

de Mok qui lancent les premières offensives contre le Vietnam: Soeun qui vient de recevoir des armes de la Chine, sur terre, dès le 1er mai 1975, lendemain de la prise de Saïgon. Ke Muth, commandant la marine, avait déjà le 19 mars bombardé et occupé l'île de Phu Quoc, déclenchant des contre-offensives vietnamiennes, reprise de Phu Quoc, occupation de Waï (Ben Kiernan).

Mok a été avec Khieu Samphan un partisan de l'évacuation de Phnom Penh, comme il sera peu après partisan de la suppression de la monnaie.

Chef des forces armées, Mok est le principal soutien militaire de Pol Pot, avec Ke Pauk. C'est à lui que Pol Pot fait appel contre « l'ennemi intérieur ». Notamment de la mi 1976 à la fin de l'automne 77 quand sont décidées les grandes purges; « période où l'utopie socialiste de Pol Pot atteint son paroxysme, dont S21 est l'épicentre, résultant dans l'élimination de milliers de cadres du parti -4 à 5000 selon les chiffres du PCK comme « mauvais éléments » et « agents de l'ennemi », et de centaines de milliers de paysans du nouveau comme de l'ancien peuple.

Mok fait infiltrer les zones soupçonnées de résistance par des informateurs, ensuite les troupes viennent et purgent. De là le surnom de « boucher » donné à Mok. Les zones visées sont particulièrement la zone Est, avec sans doute 250 000 tués, estime Ben Kiernan. Ensuite les autres zones. Victimes entre autres: So Phim, Vorn Vet. Plus de 30 000 massacrés dans le seul district de Angkor Chey. L'ambiance est donnée par Nuon Chea: « la vigilance politique vient en premier, ensuite le développement ».

Réfugiés à Anlong Veng en 1979, après l'invasion des Vietnamiens, les chefs historiques KR sont divisés sur la conduite à tenir vis-à-vis de Phnom Penh.

Lorsque Pol Pot fait exécuter Son Sen, vice-premier ministre comme « mauvais élément », sa femme Yun Yat, et 13 membres de sa famille et alliés dont un enfant de 5 ans, Mok estime que lui-même n'est plus en sécurité.

Le 11 juin 97 à Anlong Veng il lève ses unités contre Pol Pot. Le 12 il atteint Kbal Ansoang. L'après-midi Pot s'enfuit vers l'est avec sa femme, 2 enfants et 20 gardes, à pieds, vers Preah Vihear. Il est ramené là où Son Sen avait été exécuté. Khieu Samphan et Nuon Chea se rallient alors à Mok, pour l'accord qui vient d'être signé le 4 juillet avec Ranariddh.

Le 25, sorte de procès de Pol Pot à Sang'nam, au poste-frontière, où Pot est blâmé et assigné à résidence. Hun Sen ayant violemment réagi au projet d'accord avec Ranariddh (événements du 7 juillet 97), ce projet n'a pas de suite. La lutte, et les négociations, continuent.

Pol Pot meurt le 15 avril 1998, Nuon Chea et Khieu Samphan se rallient à Hun Sen en décembre.

Mok reste alors le seul leader des KR à ne pas se rendre. Il est capturé en mars 1999. Il était détenu depuis lors.

C.n. Sources principales: Ben Kiernan, P. Short

Comme à la Maison Delicatessen

Restaurant, Deli Shop & Catering



13 St 57, Phnom Penh - 023 360 801 / 012 951 869
www.commealamaison-delicatessen.com
Tous les jours de 6h00 à 15h00 et de 18h00 à 22h30

Attention **NOUVELLE ADRESSE** e-mail

cambodge.nouveau@forum.org.kh

Guide Total des Routes du Cambodge

3ème édition, 92 pages grand format, 30 cartes en quadrichromie, commentaires en français et en anglais.

En vente à Phnom Penh: Mekong Libris, Carnets d'Asie, Monument Books, Se Santi, Cambodiana, Thai Huot, Pochentong Airport, International Book Center ...

... En province: boutiques Total, agences de la banque Acleda...